

Newsletter, 5-8 février 2018 - Session plénière - Strasbourg

[01-02-2018 - 18:04]

Séance plénière

Acheter en ligne sans frontières	4
Les acheteurs en ligne bénéficieront d'un accès transfrontalier plus large aux produits, aux réservations d'hôtel, aux locations de voitures ou aux billets de concert, en vertu des nouvelles règles interdisant le géoblocage injustifié, qui seront débattues lundi et soumises à un vote final mardi.	
Élections 2019: nouvelle répartition des sièges du Parlement et réforme de la loi électorale de l'UE	6
Le nombre de députés européens devrait passer de 751 à 705 lorsque le Royaume-Uni aura quitté l'UE, selon une initiative législative débattue et votée mercredi.	
Réforme du marché européen du carbone: le Parlement met en œuvre l'accord de Paris	8
Le Parlement devrait adopter l'accord avec le Conseil pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie via le marché européen du carbone (SEQUE), ce mardi.	
Avenir de l'Europe: débat avec le Premier ministre croate Andrej Plenković	9
Mardi matin, le Premier ministre de Croatie, Andrej Plenković, sera le deuxième dirigeant européen à venir débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés.	
Élections 2019: choisir un des "Spitzenkandidaten" comme Président de la Commission européenne	10
Le Parlement est prêt à rejeter tout candidat à la présidence de la Commission européenne qui n'est pas désigné comme "candidat en tête de liste" avant les élections européennes de 2019, selon une résolution qui sera débattue et votée mercredi.	
Pesticides: le Parlement va mettre en place une commission spéciale	11
Le mandat et la composition de la commission spéciale qui étudiera la procédure européenne d'autorisation des pesticides seront votés mardi et jeudi respectivement.	
Tests d'émissions diesel: débat avec la Commission	12
Les allégations de manipulation de la recherche scientifique par des multinationales feront l'objet d'un débat avec la Commission lundi.	
Été/hiver: débat et vote pour mettre un terme au changement d'heure	13
Les députés devraient exhorter la Commission européenne à proposer de mettre un terme au changement d'heure qui intervient deux fois par an, lors d'un débat jeudi matin. Une résolution sera mise aux voix à midi.	
État de droit en Roumanie: les députés évalueront la réforme du système judiciaire	14
La réforme en cours du système judiciaire en Roumanie et la menace qu'elle pourrait représenter pour l'État de droit feront l'objet d'un débat avec le Conseil et la Commission mercredi.	
Les députés condamneront la mort de civils dans l'Afrine et la répression de la liberté de la presse en Turquie	15
Mardi, les députés devraient condamner l'attaque militaire turque dans l'enclave d'Afrine (Syrie), contrôlée par les Kurdes. Ils devraient également dénoncer les centaines d'arrestations ordonnées par le gouvernement turc pour tenter de faire taire les critiques sur son opération militaire.	
L'avenir du Zimbabwe en perspective	16



Séance plénière

Les députés débattront de l'avenir du Zimbabwe, des prochaines élections présidentielles et de la manière dont le pays peut sortir de la crise économique profonde qu'il traverse.

Élargissement de l'UE: nouvelle stratégie pour les Balkans occidentaux	17
La nouvelle stratégie de l'UE pour les Balkans occidentaux sera dévoilée par la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, et fera l'objet d'un débat mardi avec les députés.	
Crise au Venezuela: il faut trouver une solution démocratique	18
Le gouvernement et l'opposition au Venezuela doivent trouver une solution à l'aggravation de la crise dans le pays, devraient exhorter les députés dans une résolution jeudi.	
L'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens en situation critique	19
La position financière critique de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, les conséquences sur la vie des citoyens et le processus de paix au Moyen-Orient seront évalués lors d'un débat mardi et dans une résolution votée jeudi.	
Appel à mettre fin au mandat de M. Czarnecki en tant que vice-président du Parlement	20
Les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen ont décidé jeudi 1er février de proposer à la plénière la semaine prochaine que le vice-président Ryszard Czarnecki (ECR, PL) soit démis de ses fonctions. Cela signifie qu'il ne les représenterait plus, ni eux ni le Parlement.	
Vote sur l'inclusion de la Tunisie sur la liste noire des États exposés au blanchiment de capitaux	21
Les députés décideront mercredi si la Tunisie et deux autres pays devraient être inclus sur une liste noire d'États susceptibles d'être fortement exposés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.	
Énergie propre: l'innovation énergétique menée par les citoyens	22
Pour accélérer le passage à une énergie à faible émission de carbone, les innovateurs ont besoin d'un soutien accru de la part de citoyens engagés, affirme une résolution débattue lundi et votée mardi.	
Rôle accru de la Banque européenne d'investissement pour faire face à la crise migratoire	23
Les députés voteront jeudi sur une législation permettant à la Banque européenne d'investissement de prêter 5,3 milliards d'euros supplémentaires à des projets en dehors de l'UE.	
Débat avec M. Draghi sur l'investissement, le soutien post-crise aux banques et les cyber-menaces	25
L'ampleur du soutien apporté par la Banque centrale européenne aux banques ne se reflète toujours pas dans leurs prêts à l'économie réelle, devraient affirmer les députés lors d'un débat avec le Président de la BCE, Mario Draghi, lundi soir. Les cyber-menaces et les conséquences du Brexit devraient également être abordées.	
Tolérance zéro à l'encontre des mutilations génitales féminines	26
Les députés devraient appeler l'UE à intensifier ses efforts pour éradiquer les mutilations génitales féminines (MGF) dans une résolution débattue mardi et mise aux voix mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	27
Autres sujets à l'ordre du jour	27

Séance plénière

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
STR: (+33) 3 88 17 20 97
PORT: (+32) 471 95 35 11
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Acheter en ligne sans frontières

Les acheteurs en ligne bénéficieront d'un accès transfrontalier plus large aux produits, aux réservations d'hôtel, aux locations de voitures ou aux billets de concert, en vertu des nouvelles règles interdisant le géoblocage injustifié, qui seront débattues lundi et soumises à un vote final mardi.

Conformément aux nouvelles règles, les consommateurs pourront choisir depuis quel site internet ils souhaitent acheter des biens ou des services sans être bloqués ou automatiquement redirigés vers un autre site en raison de leur nationalité, de leur lieu de résidence ou même de leur localisation temporaire.

Les commerçants devront traiter les acheteurs en ligne des autres États membres de l'UE de la même façon que les consommateurs locaux, à savoir en leur octroyant un accès au même prix ou aux mêmes conditions de vente, lorsqu'ils:

- achètent des biens (appareils électroménagers, électroniques, vêtements, etc.) qui sont livrés dans un État membre pour lequel le vendeur propose la livraison dans ses conditions générales, ou qui sont réceptionnés à un endroit convenu entre les deux parties, dans un pays de l'UE pour lequel le vendeur propose une telle option;
- reçoivent des services fournis de façon numérique et non protégés par le droit d'auteur, tels que l'informatique en nuage, les pare-feu, le stockage des données, l'hébergement de sites web; ou
- achètent un service fourni dans les locaux du vendeur ou en un lieu physique où le vendeur opère (par exemple, les séjours en hôtel, les événements sportifs, la location de voiture, les festivals de musique ou les billets de parcs d'attraction).

Exemple: un consommateur français pourra acheter son réfrigérateur en ligne, louer une voiture ou acheter des places de concert dans un autre État membre de l'Union européenne comme il le fait en France. Il ne sera plus confronté à des obstacles tels que la contrainte de payer avec une carte de débit ou de crédit émise dans un autre pays que le sien.

Le contenu protégé par le droit d'auteur exclu pour l'instant

Le contenu protégé par le droit d'auteur, comme les livres électroniques, la musique téléchargeable ou les jeux en ligne, ne sera pas couvert par les nouvelles règles pour le moment. Cependant, les négociateurs du Parlement ont introduit dans la législation une "clause de révision", qui contraint la Commission européenne à évaluer dans un délai de deux ans si l'interdiction sur le blocage géographique ne devrait pas être élargie pour inclure ce type de contenu. Les services audiovisuels et de transports sont également exclus du champ d'application pour le moment.

Le règlement sur le blocage géographique a fait l'objet d'un accord provisoire entre les négociateurs du Parlement et du Conseil le 20 novembre 2017. Il s'appliquera neuf mois après le jour de sa publication au Journal officiel de l'UE.

Débat: lundi 5 février

Vote: mardi 6 février

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

Conférence de presse: mardi 6 février à 15 heures

#DigitalSingleMarket

Séance plénière

En savoir plus

- [Texte provisoire de l'accord \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse sur l'accord provisoire conclu entre les négociateurs du PE et du Conseil \(20.11.2017\)](#)
- [Article - Produits numériques: ce qui bouge dans l'UE \(20.12.2017\)](#)
- [Vidéo - Les achats en ligne prennent le pas sur les magasins en ville \(18.01.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Róża Thun \(PPE, PL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Think Tank du PE - Études sur le blocage géographique](#)
- [Étude sur le blocage géographique des consommateurs en ligne \(Commission européenne, mai 2016, en anglais\)](#)
- [Une enquête révèle que les consommateurs de l'UE effectuent de plus en plus souvent des achats en ligne transfrontières \(communiqué de presse de la Commission, 25.07.2017\)](#)
- [Produits multimédia sur le blocage géographique](#)

Séance plénière

Élections 2019: nouvelle répartition des sièges du Parlement et réforme de la loi électorale de l'UE

Le nombre de députés européens devrait passer de 751 à 705 lorsque le Royaume-Uni aura quitté l'UE, selon une initiative législative débattue et votée mercredi.

Outre la réduction du nombre de sièges, une proposition sur la redistribution des sièges pour la législature 2019-2024 garderait en réserve 46 des 73 sièges du Royaume-Uni libérés après le Brexit. Les 27 autres anciens sièges britanniques seraient répartis entre 14 pays de l'UE actuellement légèrement sous-représentés. La France obtiendrait ainsi cinq sièges supplémentaires.

Listes électorales à l'échelle de l'UE

Par ailleurs, les députés se prononceront sur une proposition visant à créer des listes électorales "transnationales" couvrant l'ensemble du territoire de l'Union européenne. La décision finale sur la composition du Parlement européen pour la prochaine législature requiert le soutien unanime de tous les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE.

Le texte souligne également que cette distribution ne s'appliquerait que si le Royaume-Uni quitte réellement l'UE, sinon les dispositions actuelles resteraient en vigueur.

Réforme de la loi électorale

Plus tard mercredi, les députés devraient aussi réitérer leur demande aux gouvernements de l'UE d'achever la réforme de la loi électorale européenne, nécessaire pour créer une base juridique pour l'introduction de listes transnationales. Ils devraient exhorter le Conseil à mettre fin à l'impasse interinstitutionnelle qui a empêché les tentatives précédentes de modernisation des règles pour les élections européennes.

Contexte

Le 11 novembre 2015, le Parlement a utilisé son droit au titre de l'article 223(1) du traité de l'UE afin de [lancer une réforme de l'acte électorale européen de 1976](#).

Prochaines étapes

La proposition du Parlement de moderniser la loi électorale est désormais examinée par le Conseil européen, qui prendra une décision à l'unanimité, qui sera suivie d'un vote final (oui/non) du Parlement dans son ensemble.

Les dispositions telles qu'adoptées devront être approuvées par tous les pays de l'UE conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

Débat et vote: mercredi 7 février

Procédure: initiative législative, question avec demande de réponse orale au Conseil

Conférence de presse: mercredi 7 février à 14h30 en présence des co-rapporteurs Danuta Hübner (PPE, PL) et Pedro Silva Pereira (S&D, PT) (à confirmer)

#EP2019

Séance plénière

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la composition du Parlement \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(23.01.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Danuta Hübner \(PPE, PL\)](#)
- [Profil du rapporteur Pedro Silva Pereira \(S&D,PT\)](#)
- [Fiche de procédure - Composition du Parlement européen 2019-2024](#)
- [Analyse approfondie sur la composition du PE \(en anglais\)](#)
- [Question avec demande de réponse orale au Conseil \(réforme de la loi électorale de l'Union européenne\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Réforme du marché européen du carbone: le Parlement met en œuvre l'accord de Paris

Le Parlement devrait adopter l'accord avec le Conseil pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie via le marché européen du carbone (SEQE), ce mardi.

L'accord prévoit une accélération de la réduction annuelle des quotas d'émission à mettre aux enchères. Il prévoit également de doubler la capacité de la réserve de stabilité de marché pour absorber l'excédent de quotas sur le marché.

Afin de favoriser l'innovation, un fonds pour l'innovation soutiendra entre autres les énergies renouvelables, la capture et le stockage du carbone. Un fonds pour la modernisation aidera les États membres aux revenus les plus faibles à mettre à jour leur système d'énergie.

Contexte

Le SEQE définit un plafond pour les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie. Dans ce cadre, les entreprises reçoivent ou achètent des quotas, qui peuvent être échangés au prix du marché, selon les besoins.

Le 15 juillet 2015, la Commission a publié sa [proposition pour la phase IV du SEQE](#).

Cette dernière vise à atteindre les objectifs 2030 de l'UE en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40%, tout en protégeant l'industrie européenne du risque de "fuite" de carbone (des émetteurs qui se délocalisent dans des pays tiers avec des limites moins strictes) et en promouvant l'innovation et la modernisation dans les secteurs industriels et de l'énergie en Europe au cours de la prochaine décennie.

Débat: lundi 5 février 2018

Vote: mardi 6 février 2018

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse: mardi 6 février à 14 heures

#EUETS #climatechange

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue de l'accord en trilogue \(09.11.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Julie Girling \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Note d'information: la réforme du système européen d'échange de quotas d'émission pour l'après 2020 \(novembre 2017, en anglais\)](#)
- [Système européen d'échange de quotas d'émission](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Avenir de l'Europe: débat avec le Premier ministre croate Andrej Plenković

Mardi matin, le Premier ministre de Croatie, Andrej Plenković, sera le deuxième dirigeant européen à venir débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés.

À l'invitation du Président du Parlement, Antonio Tajani, et de la Conférence des présidents (les chefs des groupes politiques), M. Plenković prononcera un discours en plénière et débatera de l'avenir de l'Union européenne avec les députés.

Avant de devenir Premier ministre de Croatie en octobre 2016, M. Plenković était l'un des onze [députés croates](#) du Parlement européen. Il a siégé de 2013 jusqu'à sa démission de son poste de député européen.

Le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, a été le premier dirigeant européen à ouvrir le débat sur l'avenir de l'Europe avec les députés lors de la plénière de janvier. En avril, le Président français, Emmanuel Macron, débatera à son tour de l'avenir de l'Union européenne avec les députés.

Débat: mardi 6 février

Conférence de presse: point presse mardi 6 février à midi avec le Premier ministre de Croatie, Andrej Plenković (à l'extérieur de l'hémicycle)

#FutureofEU @AndrejPlenkovic

En savoir plus

- [Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)
- [L'avenir de l'Europe en débat](#)
- [CV du Premier ministre Andrej Plenković \(en croate\)](#)

Séance plénière

Élections 2019: choisir un des "Spitzenkandidaten" comme Président de la Commission européenne

Le Parlement est prêt à rejeter tout candidat à la présidence de la Commission européenne qui n'est pas désigné comme "candidat en tête de liste" avant les élections européennes de 2019, selon une résolution qui sera débattue et votée mercredi.

Les députés réitèrent leur soutien au processus des "Spitzenkandidaten", dans le cadre duquel les partis politiques européens désignent des "candidats en tête de liste" pour le poste de Président de la Commission avant les élections européennes. Ce système a été utilisé pour la première fois en 2014, pour sélectionner l'actuel Président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

Les modifications proposées par le Parlement à un accord-cadre sur ses relations avec la Commission européenne permettraient aux commissaires européens en exercice de se présenter aux élections au Parlement et d'être également désignés comme "Spitzenkandidaten" pour le poste de Président de la Commission européenne, sans devoir d'abord prendre un congé sans solde.

Contexte

Les modifications proposées à l'accord interinstitutionnel résultent de négociations entre la [Conférence des présidents du Parlement](#) (Président et dirigeants des groupes politiques) et la Commission européenne. Elles ont été approuvées par la commission des affaires constitutionnelles le 23 janvier 2018.

Débat et vote: mercredi 7 février

Procédure: approbation

#EP2019 #Spitzenkandidaten

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la révision de l'accord-cadre sur les relations entre le Parlement européen et la Commission européenne](#)
- [Profil du rapporteur Esteban González Pons \(PPE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Pesticides: le Parlement va mettre en place une commission spéciale

Le mandat et la composition de la commission spéciale qui étudiera la procédure européenne d'autorisation des pesticides seront votés mardi et jeudi respectivement.

Le Parlement crée cette commission en réponse aux inquiétudes concernant la procédure d'autorisation du glyphosate. Les États membres de l'UE ont renouvelé l'autorisation de mise sur le marché des produits à base de cet herbicide pour cinq ans, en novembre 2017.

Le mandat de la commission spéciale, qui sera composée de 30 membres, sera de neuf mois à partir de sa première réunion. La commission produira un rapport et formulera des recommandations, qui seront examinés et votés par la plénière.

Contexte

Dans une [résolution votée en octobre](#), le Parlement a déclaré que la publication des "Monsanto Papers", documents internes de l'entreprise qui possède et produit le Roundup®, dont le glyphosate est la principale substance active, mettait en doute la crédibilité de certaines études utilisées dans l'évaluation faite par l'UE de la sécurité du glyphosate.

La procédure d'autorisation de l'UE, notamment l'évaluation scientifique des substances, ne devrait reposer que sur des études publiées, évaluées par des pairs et indépendantes, demandées par les autorités publiques compétentes, ont affirmé les députés. Les agences de l'UE devraient être renforcées pour leur permettre de travailler de cette manière.

Votes: mardi 6 février et jeudi 8 février

Procédure: mandat

#glyphosate #pesticides

En savoir plus

- [Fiche de procédure](#)
- [Note d'information: système d'évaluation des risques de pesticides, le cas du glyphosate \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Tests d'émissions diesel: débat avec la Commission

Les allégations de manipulation de la recherche scientifique par des multinationales feront l'objet d'un débat avec la Commission lundi.

Le débat fait suite aux informations selon lesquelles l'industrie automobile allemande aurait mené des recherches dans le cadre desquelles des humains volontaires et des singes auraient été exposés aux émissions de véhicules diesel.

Débat: lundi 5 février

Procédure: déclaration de la Commission avec débat

En savoir plus

- [Communiqué de presse \(04.04.2017\) - Émissions automobiles: les députés exhortent la Commission et les États membres à assainir leurs pratiques](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Été/hiver: débat et vote pour mettre un terme au changement d'heure

Les députés devraient exhorter la Commission européenne à proposer de mettre un terme au changement d'heure qui intervient deux fois par an, lors d'un débat jeudi matin. Une résolution sera mise aux voix à midi.

En réponse à des initiatives et pétitions citoyennes qui évoquent les préoccupations en termes de santé liées aux effets du changement d'heure, un projet de résolution de la commission des transports appelle la Commission européenne à proposer d'y mettre un terme.

Les changements qui interviennent au printemps et à l'automne dans les États membres sont régis par la [directive européenne sur les dispositions relatives à l'heure d'été](#). Un système unifié dans toute l'UE devrait être maintenu en cas de disparition du changement d'heure, précise le texte.

Débat: jeudi 8 février

Vote: jeudi 8 février

Procédure: résolution

En savoir plus

- [Projet de résolution](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE – Dispositions relatives à l'heure d'été régies par la directive 2000/84/EC \(octobre 2017, en anglais\)](#)
- [Enregistrement vidéo de l'audition publique sur les dispositions relatives à l'heure d'été \(24.03.2015\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

État de droit en Roumanie: les députés évalueront la réforme du système judiciaire

La réforme en cours du système judiciaire en Roumanie et la menace qu'elle pourrait représenter pour l'État de droit feront l'objet d'un débat avec le Conseil et la Commission mercredi.

Le parlement roumain a récemment approuvé une révision du système judiciaire, modifiant trois législations liées au statut des juges et procureurs, à l'organisation du système judiciaire, et à l'organisation et au fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature.

Il a, par ailleurs, modifié les règles sur les conflits d'intérêt et a l'intention d'amender le code pénal et le code de procédure pénale.

Cette situation a provoqué des protestations dans le pays. La semaine dernière, la Commission européenne a exprimé ses inquiétudes quant aux conséquences potentielles des changements sur l'indépendance du système judiciaire roumain et sur sa capacité à lutter efficacement contre la corruption.

Débat: mercredi 7 février

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

#ruleoflaw

En savoir plus

- [Déclaration commune du Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et du premier vice-président Frans Timmermans sur les derniers développements en Roumanie \(Commission européenne, 24.01.2018, en anglais\)](#)
- [Rapport sur les progrès de la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification \(15.11.2017\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Les députés condamneront la mort de civils dans l'Afrine et la répression de la liberté de la presse en Turquie

Mardi, les députés devraient condamner l'attaque militaire turque dans l'enclave d'Afrine (Syrie), contrôlée par les Kurdes. Ils devraient également dénoncer les centaines d'arrestations ordonnées par le gouvernement turc pour tenter de faire taire les critiques sur son opération militaire.

La Turquie a placé en détention un total de 311 personnes accusées d'avoir "véhiculé des idées terroristes" sur les réseaux sociaux ces dix derniers jours, a annoncé le ministre turc de l'intérieur le 29 janvier. Les personnes arrêtées incluent des politiciens, des journalistes et des militants ayant appelé à la paix et condamné l'offensive militaire du gouvernement turc dans l'enclave d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie.

Lors d'un débat mardi après-midi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, et dans une résolution mise aux voix jeudi, les députés souligneront que ces nombreuses arrestations s'inscrivent dans une plus large répression de la liberté de la presse en Turquie depuis le coup d'État manqué de juillet 2016.

Juste après ce débat, les députés devraient condamner l'offensive aérienne et terrestre de la Turquie dans l'enclave d'Afrine, contrôlée par les Kurdes, qui a fait de nombreuses victimes civiles.

Débats: mardi 6 février

Vote: jeudi 8 février (droits de l'homme en Turquie)

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Afrin

En savoir plus

- [Étude EPRS – Tendances 2017 en matière de liberté de la presse: Turquie \(mai 2017, en anglais\)](#)
- [Étude EPRS – Avenir de la Syrie: situation actuelle et opportunités \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

L'avenir du Zimbabwe en perspective

Les députés débattront de l'avenir du Zimbabwe, des prochaines élections présidentielles et de la manière dont le pays peut sortir de la crise économique profonde qu'il traverse.

Le 24 novembre, le nouveau président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a officiellement succédé à Robert Mugabe, âgé de 93 ans, qui a démissionné après 37 ans de règne autoritaire à la tête du pays. Après avoir résisté pendant plusieurs jours aux pressions de l'armée, de son parti, le Zanu-PF, et du grand public, Mugabe a démissionné.

Les députés vont débattre de la manière dont le nouveau chef de l'État, qui représentera le Zanu-PF lors des prochaines élections présidentielles en 2018, peut sortir le Zimbabwe de la crise économique profonde que traverse le pays depuis le début des années 2000, et dont le peuple attend avec impatience les réformes.

Les députés européens et les membres des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont discuté des récents changements intervenus à la tête du Zimbabwe lors de la [34e Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, qui s'est tenue en Haïti les 18-21 décembre](#).

Débat: mardi 6 février

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

@FedericaMog

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen sur le Zimbabwe \(15.09.2016\)](#)
- [Etude EPRS: Zimbabwe: Le début d'une nouvelle ère?](#)
- [Partenariat de l'UE avec le Zimbabwe](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Élargissement de l'UE: nouvelle stratégie pour les Balkans occidentaux

La nouvelle stratégie de l'UE pour les Balkans occidentaux sera dévoilée par la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, et fera l'objet d'un débat mardi avec les députés.

Les Balkans occidentaux devraient dominer le programme de politique étrangère de l'UE en 2018, la région faisant partie des priorités de la présidence bulgare du Conseil de l'UE. Les efforts d'intégration à l'UE de cette région sont traditionnellement soutenus par le Parlement européen, qui souligne néanmoins les déficiences en matière d'État de droit, de droits fondamentaux et de lutte contre la corruption dans ces pays.

Après le dévoilement de sa stratégie pour les Balkans occidentaux le 6 février, la Commission européenne devrait présenter ses rapports annuels sur l'élargissement en avril. Ils feront état des progrès réalisés par les pays souhaitant adhérer à l'UE et seront examinés dans les résolutions du Parlement européen qui seront adoptées au cours de l'année.

La Serbie et le Monténégro sont les pays les plus avancés sur le chemin de l'UE, les négociations d'adhésion ayant déjà débuté, tandis que l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Albanie attendent toujours le début des négociations. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont plus éloignés de l'adhésion mais bénéficient du statut de candidat potentiel.

Débat: mardi 6 février

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

[#Western Balkans](#) [#EUenlargement](#) [@FedericaMog](#)

En savoir plus

- [Service de recherche du PE – Note sur les Balkans occidentaux \(janvier 2018, en anglais\)](#)
- [Stratégie d'élargissement de l'UE et rapports \(information de la Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Statut de l'élargissement de l'UE \(information de la Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Crise au Venezuela: il faut trouver une solution démocratique

Le gouvernement et l'opposition au Venezuela doivent trouver une solution à l'aggravation de la crise dans le pays, devraient exhorter les députés dans une résolution jeudi.

Lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, qui portera sur la situation politique, sociale et économique qui se détériore dans le pays, les députés devraient commenter les derniers événements:

- l'absence de résultats concrets des négociations en cours entre le gouvernement et l'opposition au Venezuela;
- la décision unanime des États membres de l'UE le 22 janvier d'imposer une interdiction de voyage à sept haut responsables vénézuéliens accusés d'atteintes aux droits de l'homme ou d'atteinte à l'État de droit dans un pays en crise et de geler les avoirs;
- l'annonce récente par l'Assemblée constituante du Venezuela d'appeler à des élections présidentielles anticipées.

Vu ces développements, les députés vont appeler à des solutions démocratiques et partagées qui pourraient apporter une stabilité politique au pays.

Les représentants de l'opposition démocratique du Venezuela ont reçu le Prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit en décembre 2017.

Débat: mardi 6 février

Vote: jeudi 8 février

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission / haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

[@FedericaMog](#)

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 27 avril 2017 sur la situation au Venezuela](#)
- [Étude du PE: la crise politique au Venezuela \(décembre 2017, en anglais\)](#)

Séance plénière

L'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens en situation critique

La position financière critique de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, les conséquences sur la vie des citoyens et le processus de paix au Moyen-Orient seront évalués lors d'un débat mardi et dans une résolution votée jeudi.

Les députés devraient interroger la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, sur les prochaines étapes de l'UE après la récente déclaration des autorités américaines selon laquelle elles refuseront cette année d'octroyer le soutien budgétaire crucial à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Les députés devraient aussi exhorter les États membres de l'UE et la communauté internationale à renforcer leur aide à l'UNRWA, afin d'éviter les souffrances humaines.

Dans une résolution sur le budget de l'UE pour 2018, les députés ont appelé à soutenir davantage le processus de paix au Moyen-Orient, l'Autorité palestinienne et l'UNRWA, afin de les aider à faire face aux besoins croissants et de promouvoir la stabilité dans la région.

Contexte

Créée en 1949, l'UNRWA fournit des services essentiels aux réfugiés palestiniens en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Cisjordanie et à Gaza. Depuis 1971, un partenariat UE-UNRWA a permis à des millions de Palestiniens de recevoir un enseignement de meilleure qualité, de vivre en meilleure santé, d'accéder à des possibilités d'emploi et d'améliorer leurs conditions de vie, contribuant ainsi à la stabilité et au développement de toute la région. L'UE est le plus grand donateur multilatéral de l'UNRWA et les États-Unis sont le plus grand donateur individuel.

Débat: mardi 6 février

Vote: jeudi 8 février

Procédure: déclaration de la Commission avec résolution

@UNRWA #refugees

En savoir plus

- [Résolution du PE du 25 octobre 2017 sur le projet de budget général de l'UE pour l'exercice 2018](#)
- [Résolution du Parlement européen du 10 septembre 2015 sur le rôle de l'Union européenne dans le processus de paix au Proche-Orient](#)
- [Étude du PE - Politique de développement américaine: nouvelles priorités sous la présidence de Donald Trump \(juillet 2017, en anglais\)](#)
- [Site de l'UNRWA](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Appel à mettre fin au mandat de M. Czarnecki en tant que vice-président du Parlement

Les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen ont décidé jeudi 1er février de proposer à la plénière la semaine prochaine que le vice-président Ryszard Czarnecki (ECR, PL) soit démis de ses fonctions. Cela signifie qu'il ne les représenterait plus, ni eux ni le Parlement.

Lors de la Conférence des présidents, les dirigeants des groupes politiques ont décidé à la majorité requise de minimum trois cinquièmes des votes d'au moins trois groupes de mettre fin au mandat de M. Czarnecki en tant que vice-président pour "faute grave". M. Czarnecki a comparé la députée européenne Róża Thun aux collaborateurs polonais nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le Parlement dans son ensemble se prononcera sur la proposition mercredi 7 février et une majorité de deux tiers des votes exprimés représentant la majorité des députés qui le composent sera nécessaire pour démettre M. Czarnecki de ses fonctions. Le Parlement devrait ensuite élire ultérieurement un nouveau vice-président.

La proposition de la Conférence des présidents ne vise pas la Pologne ni le groupe ECR. La proposition exprime simplement l'avis des dirigeants politiques selon lequel M. Czarnecki ne devrait plus les représenter.

Règlement du Parlement européen:

[Article 21](#)

[Article 20](#)

[Article 7](#)

Séance plénière

Vote sur l'inclusion de la Tunisie sur la liste noire des États exposés au blanchiment de capitaux

Les députés décideront mercredi si la Tunisie et deux autres pays devraient être inclus sur une liste noire d'États susceptibles d'être fortement exposés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Ce vote fait suite à une réunion houleuse lundi 29 janvier en commission des affaires économiques et monétaires. Les députés ont débattu de la décision de la Commission européenne d'ajouter la Tunisie, le Sri Lanka et la République de Trinité-et-Tobago à sa liste de pays tiers jugés comme ayant des failles stratégiques dans leurs systèmes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Après cette réunion, les députés de la commission parlementaire ont décidé à une mince majorité de soutenir la décision de la Commission européenne. Le Parlement débattera de la question lundi et votera à ce sujet mercredi.

Le Parlement dispose d'un pouvoir de veto sur la liste. Si une majorité de députés soutient l'objection, alors l'ajout de ces trois pays à la liste serait rejeté et la Commission européenne reviendrait à la liste existante.

Débat: lundi 5 février

Vote: mercredi 7 février

Procédure: objection à un acte délégué

#antimoneylaundering

En savoir plus

- [Projet de résolution sur l'objection formulée conformément à l'article 105\(3\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(29.01.2018, en anglais\)](#)
- [Proposition de la Commission européenne d'ajouter le Sri Lanka, la République de Trinité-et-Tobago et la Tunisie](#)

Séance plénière

Énergie propre: l'innovation énergétique menée par les citoyens

Pour accélérer le passage à une énergie à faible émission de carbone, les innovateurs ont besoin d'un soutien accru de la part de citoyens engagés, affirme une résolution débattue lundi et votée mardi.

Pour réussir, la transition des combustibles fossiles vers un bouquet énergétique à faible émission de carbone nécessite une meilleure coordination des fonds européens et nationaux, un budget plus important pour la recherche et l'innovation, ainsi qu'un changement de mentalité des citoyens européens en matière de consommation et d'économie d'énergie, déclare un projet de résolution non législative préparé par Jerzy Buzek (PPE, PL).

Par ailleurs, le texte préconise le financement participatif et la réduction des obstacles à l'entrée sur le marché de l'énergie pour les innovateurs, ainsi que des programmes d'éducation et d'engagement en matière d'efficacité énergétique pour les citoyens.

Les mesures de "transition énergétique" devraient tirer pleinement profit de la technologie numérique afin de veiller à ce que l'énergie soit plus abordable, plus sûre et plus fiable, et qu'elle soit utilisée de manière plus durable, ajoute le texte.

Contexte

Cette résolution est la réponse du Parlement à la communication de la Commission européenne intitulée "Accélérer l'innovation dans le domaine des énergies propres", qui fait partie du [Paquet énergie propre](#) lancé en novembre 2016 et qui, à son tour, est essentiel pour l'achèvement de l'[union de l'énergie](#), une priorité absolue de la Commission Juncker.

Le [Global Cleantech Innovation Index de 2017](#) classe 5 États membres de l'UE parmi les dix premiers pays en termes de nouvelles innovations dans le domaine des technologies propres, 11 États membres de l'UE se situant dans le top 20, et 20 parmi les 40 premiers.

Débat: lundi 5 février

Vote: mardi 6 février

Procédure: rapport d'initiative (INI)

#energyunion #cleanenergy

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(11.01.2018, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure - Accélérer l'innovation pour une énergie propre](#)
- [Train de mesure sur l'énergie propre \(en anglais\)](#)
- [Union de l'énergie \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Rôle accru de la Banque européenne d'investissement pour faire face à la crise migratoire

Les députés voteront jeudi sur une législation permettant à la Banque européenne d'investissement de prêter 5,3 milliards d'euros supplémentaires à des projets en dehors de l'UE.

Sur ce montant, 3,7 milliards d'euros seront alloués à des projets portant sur les questions migratoires. L'accord entre le Parlement et le Conseil sera mis aux voix jeudi. Le débat est prévu mercredi après-midi.

Autres changements clés:

- le mandat de la BEI en matière de prêts à des pays tiers est doté d'un quatrième objectif "de haut niveau" visant à s'attaquer aux causes profondes de la migration;
- les dispositions relatives à la prévention du blanchiment d'argent ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme, l'évasion fiscale et la fraude fiscale seraient renforcées; et
- l'objectif de prêt de la BEI visant à atténuer les changements climatiques doit également être renforcé.

En outre, les députés voteront sur un rapport distinct évaluant le [rapport annuel sur les activités financières de la Banque européenne d'investissement](#) pour l'année 2016, dans lequel ils défendent l'importance des investissements de la BEI et appellent à plus de transparence et d'efforts pour lutter contre l'évasion fiscale.

Fonctionnement

L'UE accorde une garantie budgétaire à la Banque européenne d'investissement (BEI) avec un plafond maximal de 30 milliards d'euros (27 milliards d'euros, plus 3 milliards d'euros en réserve) pour les opérations "extérieures" pour la période 2014-2020.

Les nouvelles règles libéreraient ces 3 milliards d'euros maintenus en réserve. Sur ce montant, jusqu'à 1,4 milliard d'euros serait alloué à des projets du secteur public qui s'attaqueraient aux causes profondes de la migration. En outre, 2,3 milliards d'euros pour cette période seraient alloués à des prêts au secteur privé pour des projets liés aux migrations, ce qui porterait le plafond à 32,3 milliards d'euros.

Les projets en dehors de l'UE représentent environ 10 % du total des prêts de la BEI.

Débat: mercredi 7 février

Vote: jeudi 8 février

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de 1ère lecture (garantie à la BEI), résolution non législative (rapport sur les activités financières de la BEI)

[@EIB](#) [#EUBudget](#) [#EUfunds](#) [#MigrationEU](#)

En savoir plus

- [Les projets de rapport seront disponibles ici](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(en anglais, 04.012.2017\)](#)
- [Think Tank du PE - Fonds de garantie relatif aux actions extérieures et mandat de prêt extérieur de la BEI \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Eider Gardiazabal Rubial \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure - Garantie de l'Union européenne à la Banque européenne d'investissement \(BEI\)](#)

Séance plénière

- [Fiche de procédure - Fonds de garantie pour les actions extérieures](#)
- [Fiche de procédure - Activités financières de la Banque européenne d'investissement. Rapport annuel](#)
- [Fiches techniques sur l'Union européenne - La Banque européenne d'investissement](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Débat avec M. Draghi sur l'investissement, le soutien post-crise aux banques et les cyber-menaces

L'ampleur du soutien apporté par la Banque centrale européenne aux banques ne se reflète toujours pas dans leurs prêts à l'économie réelle, devraient affirmer les députés lors d'un débat avec le Président de la BCE, Mario Draghi, lundi soir. Les cyber-menaces et les conséquences du Brexit devraient également être abordées.

Les députés devraient faire part de leurs craintes quant à la manière dont le prolongement du programme d'achat d'actifs bancaires de la BCE après la crise pourrait affecter les épargnants individuels et l'équilibre financier des régimes de retraite et d'assurance. Ils inviteront la BCE à évaluer les avantages et les effets secondaires de sa politique et à la communiquer clairement aux marchés financiers.

De plus, ils demanderont à la BCE de continuer à rendre compte des cyber-menaces qui pèsent sur le secteur financier et d'adopter une politique claire et publique en ce qui concerne le lancement d'alertes.

Les députés devraient plaider en faveur d'une politique plus globale en matière de prêts non productifs et de l'achèvement de l'union bancaire européenne, dans le but de garantir la sécurité des dépôts des épargnants. Ils devraient aussi appeler la BCE à évaluer toutes les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'UE et à préparer en temps utile l'architecture financière de l'UE après le Brexit.

Débat: lundi 5 février

Vote: mardi 6 février

Procédure: résolution non législative

@ecb #Draghi

En savoir plus

- [Projet de rapport annuel de la Banque centrale européenne pour 2016](#)
- [Profil du rapporteur Jonás Fernández \(S&D, ES\)](#)
- [Think Tank du PE: blog sur la BCE \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Tolérance zéro à l'encontre des mutilations génitales féminines

Les députés devraient appeler l'UE à intensifier ses efforts pour éradiquer les mutilations génitales féminines (MGF) dans une résolution débattue mardi et mise aux voix mercredi.

À l'occasion de la [Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines \(MGF\)](#), mardi 6 février, les députés questionneront la Commission européenne sur les progrès réalisés et les actions menées à ce jour dans le cadre de sa stratégie "vers l'éradication des MGF".

Dans une résolution mise aux voix mercredi, les députés devraient appeler la Commission et les États membres à intégrer la prévention des MGF dans tous les secteurs (notamment la santé, le travail social, l'éducation, la justice...), à améliorer la coopération intersectorielle et à garantir une action préventive d'ampleur dans les camps de réfugiés.

Les députés devraient également exprimer leur inquiétude relative au très faible nombre de cas traités par les tribunaux, alors que le droit pénal protège les femmes des MGF dans tous les États membres. Ils devraient aussi appeler à des formations dédiées pour les professionnels en charge de la détection, des enquêtes et des poursuites liées aux MGF.

À savoir

Selon l'Organisation mondiale de la santé, au moins 200 millions de femmes et de jeunes filles dans le monde subissent actuellement les conséquences préjudiciables des MGF. Dans l'UE, des victimes sont répertoriées dans pas moins de 13 États membres, selon [l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes \(EIGE\)](#): Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Les MGF recouvrent toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pratiquée pour des raisons non médicales. Elles sont reconnues au niveau international comme une violation des droits fondamentaux des femmes et des filles.

Les [objectifs de développement durable de l'ONU](#) appellent à l'éradication des MGF d'ici à 2030 (objectif 5 relatif à l'égalité des sexes).

Débat: mardi 6 février

Vote: mercredi 7 février

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission, avec résolution

#endFGM

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres](#)
- [500 000 femmes victimes de mutilations génitales dans l'UE](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 8 février vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- la Russie, le cas d'Oyub Titiev et le Mémorial du Centre des droits de l'homme;
- les exécutions en Égypte; et
- l'esclavage des enfants en Haïti.

Débats et votes: jeudi 8 février

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Décision adoptée sur le paquet "Fiscalité équitable" II et III, déclaration de la Commission, débat lundi;
- Situation des femmes défenseurs des droits de l'homme et le soutien que leur apporte l'UE, question orale, débat mercredi;
- Diminution de l'espace accordé à la société civile, déclarations du Conseil et de la Commission, débat mardi;
- Demande de levée d'immunité de Steeve Briois, vote mardi;
- Protection et non-discrimination des minorités dans les États membres de l'UE, vote mercredi;
- Conséquences de l'augmentation des inégalités socioéconomiques pour les citoyens européens, débat mercredi; et
- Discours d'un représentant de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), prix Nobel de la paix, débat mercredi.